

Nos réf. : 20191018-RAP-63-1159-CoupDePoingIncendieAuvCarburants

Affaire suivie par : Julie CROUSEAUD

Tél. : 04.73.17.37.61

Courriel : julie.crouseaud@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Auvergne Carburants ZAC des Ronzières 63510 AULNAT		S3IC Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Dépôt de récupération, tri et revente de métaux ferreux		
Date du contrôle : 11/10/2019		
Inspecteur(s) : Julie Crouseaud		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ../../..		<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Action coup de poing interdépartementale Incendie
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque incendie dans les tri transit regroupement de déchets dangereux</li> </ul>	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"> <li>zone de dépotage et stockage des huiles</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2718</li> </ul>		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
M. PUECH	Auvergne Carburants	Agent sur site
Copies	Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Equipe DIASSP	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

Cette inspection rentre dans le cadre d'une action coup de poing interdépartementale sur le thème de la gestion du risque incendie.

Les points de contrôle de ce canevas sont basés sur les prescriptions de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1er juillet 2018). Ils portent sur deux familles de prescriptions :

- 2.8 – Isolement du réseau de collecte,
- 4.1 - Moyens de lutte contre l'incendie.

Toutes les ICPE contrôlées dans le cadre de cette opération coup de poing relèvent en principe de la rubrique 2718. L'objectif de sécurité visé par les prescriptions de l'AM ci-dessus sont donc en principe applicables sur les sites visités, même si elles ne sont pas formulées à l'identique dans l'AP.

S'il était constaté que les moyens mis en place sur le site inspecté diffèrent largement des objectifs de l'AM, tout en respectant l'AP, celui-ci a vocation à être complété.

Le site a pour activité le regroupement d'huiles automobiles. L'exploitant va chercher les huiles dans son camion citerne puis les regroupe dans 4 cuves de 300 litres qu'il envoie ensuite dans une installation de traitement.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Suites données à la précédente inspection (02/01/2018) :

Non contrôlé.

#### 2.2 Principales constatations :

Les principaux points contrôlés concernant le risque incendie sont décrits dans le support annexé. Le point faisant l'objet d'une remarque est listé ci-dessous :

Constat N°1 (NC1): Deux poteaux incendie publics sont disponibles à proximité de l'installation. L'exploitant devra se rapprocher du gestionnaire afin de vérifier qu'ils ont un débit minimum de 60m³/h durant deux heures.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 4.1 de l'AM du 06/06/2018 : « Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60m³/h durant deux heures. »	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

**Signature de l'inspecteur**

le 18 octobre 2019

L'inspecteur de l'environnement



Julie CROUSEAUD

**Vérificateur**

le 24 octobre 2019

L'inspecteur de l'environnement



Estelle POUTOU

**Approbateur**

le 24 octobre 2019

L'adjointe au chef de l'UiD CAP



Estelle POUTOU



## Annexe : Action coup de poing incendie TRR

### Canevas Risques Incendie dans les TRR (2718)

#### « 2.8. Isolement du réseau de collecte

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. »

##### 1- justification du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux ou écoulements concernés ;

~~Oui~~ Non

##### 2- présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport ;

Oui ~~Non~~

##### 3- présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

~~Oui~~ Non

#### Commentaires :

Les cuves sont entourées de rétentions qui semblent après un calcul rapide (cf également le rapport d'inspection de mai 2015) bien dimensionnées.

La pollution générée suite à un accident de transport est en premier lieu limitée par des boudins (à proximité) et de la sciure. Si les eaux de ruissellement lessivent la pollution résiduelle, cette dernière est traitée dans un séparateur à hydrocarbures.

Enfin, lorsque le séparateur est plein, un système de ballon-jauge vient obturer son évacuation.

La mise en œuvre de ce dispositif est automatique. Des consignes sont affichées en ce qui concerne l'utilisation de la sciure et des boudins.

#### « 4.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de

l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; »

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. »

**1- présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) ;**

**Oui** ~~Non~~

**2- implantation satisfaisante des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ;**

**Oui** ~~Non~~

**3- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;**

**Oui** ~~Non~~

**4- présence de plans des bâtiments, avec descriptions des dangers associés ;**

**Oui** ~~Non~~

**5- présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (produits ou déchets combustibles ou inflammables) ;**

~~Oui~~ Non

**6- présence d'un système de détection avec alarme de gaz dans les parties présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;**

~~Oui~~ Non

**7- présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.**

**Oui** ~~Non~~

**8- présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ;**

**Oui** ~~Non~~

Commentaires :

Le stockage est effectué dans des citernes fermées. Les déchets (huile) ne sont pas à l'air libre.

L'installation ne nécessite pas la présence d'un système de détection automatique et alarme incendie ni de système de détection avec alarme de gaz.

Les poteaux incendie à l'extérieur du site rentrant dans les moyens d'extinction, l'exploitant doit s'assurer qu'ils sont contrôlés périodiquement (1 fois par an) et qu'ils présentent un débit minimum de 60m<sup>3</sup>/h durant deux heures.